

Le concept des contrôles techniques en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité est encore relativement nouveau au Mexique, où on s'intéresse davantage à l'équipement de protection personnelle des travailleurs. La réglementation fixe en détail un certain nombre d'obligations pour toute une gamme d'équipements et de vêtements de protection. Par le passé, un grand nombre de sociétés ont essayé d'éviter les dépenses en équipement de sécurité et la réticence des travailleurs à utiliser cet équipement leur a beaucoup facilité la tâche. Les cotisations pour l'indemnisation des victimes d'accidents du travail prélevées par l'*Instituto Mexicano del Seguro Social (IMSS)*, Institut mexicain de la sécurité sociale, sont fonction des taux moyens d'accidents dans l'industrie. Cela a poussé certaines associations industrielles à mettre en place des programmes de promotion de la sécurité et de formation en cette matière. Un grand nombre de sociétés suivent la même voie afin de faire la preuve qu'elles respectent les normes de leur industrie car elles risquent autrement d'avoir à verser des cotisations additionnelles.

En règle générale, les propositions concernant le nouvel équipement et les nouvelles procédures de travail, de santé et de sécurité dans les conventions collectives émanent des employeurs. Elles confèrent à l'employeur le droit de renvoyer les employés qui n'utilisent pas l'équipement exigé. Les syndicats s'intéressent davantage à l'obtention de primes pour les travaux dangereux qu'à la réduction des risques.

On constate qu'au-delà de la demande pour l'équipement et les vêtements de protection personnelle, il y a une demande de plus en plus forte pour les panneaux de sécurité et les dispositifs d'avertissement, ainsi que pour les trousseaux de premiers soins. Avec la restructuration de l'économie mexicaine, on peut s'attendre à ce qu'un nombre croissant de sociétés s'occupent des risques pour la sécurité à la source. On reconnaît la santé en milieu de travail du point de vue de l'hygiène industrielle de base et il y a une demande d'équipement de contrôle et d'autres systèmes pour l'évaluation du milieu de travail. Toutefois, les problèmes de santé découlant de l'exposition aux risques en milieu de travail ne sont pas nécessairement reconnus comme étant d'origine professionnelle. C'est ainsi que, en 1994, il n'y a eu que 6 000 absences autorisées du travail pour maladie professionnelle sur une main-d'œuvre assurée de près de 10 millions de personnes.

D'après les évaluations du United States Department of Commerce, les fournisseurs mexicains, y compris les filiales de multinationales, occupent environ 80 pour 100 du marché de l'équipement de sécurité et d'hygiène industrielle. Le marché des services connexes de conseils et de formation est mal défini mais les observateurs estiment que les sociétés étrangères y sont prédominantes, au moins pour les solutions les plus sophistiquées.

La législation mexicaine impose aux sociétés d'appartenir à au moins une association industrielle spécialisée. Une association importante dans ce domaine est l'*Asociación Nacional de Fabricantes y Distribuidores de Equipo de Seguridad Industrial (Anfadesi)*, Association nationale des fabricants et des distributeurs d'équipement de sécurité industrielle. Cette association organise régulièrement des séminaires sur la sécurité conçus pour présenter les technologies de santé et de sécurité. L'*Asociación Mexicana de Higiene y Seguridad Industrial (Amhsac)*, Association mexicaine de l'hygiène et de la sécurité industrielles, avec ses 3 000 sociétés membres, parraine également des programmes de formation ainsi que toute une gamme d'autres activités.